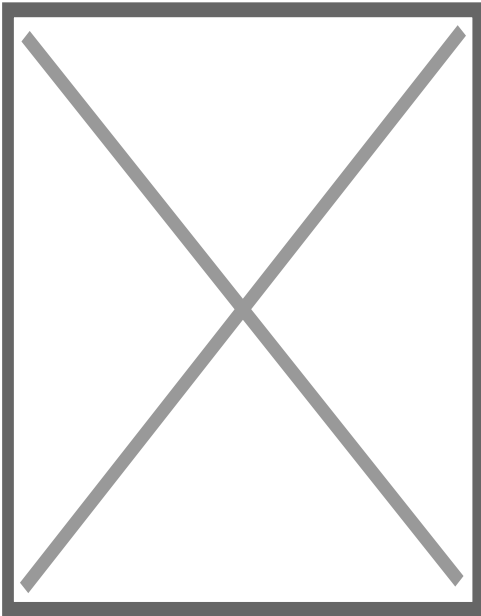


Le cercle de lâ??irresponsabilitÃ© aux Nations-Unies

Description



John Lyons â?? The Australian

Il serait difficile dâ??imaginer confÃ©rence de presse plus bizarre.

Quand lâ??UNICEF, le Fonds des Nations-Unies pour lâ??enfance, a rÃ©cemment averti les journalistes Ã JÃ©rusalem quâ??elle publiait un rapport sur les enfants palestiniens dans le systÃ©me judiciaire militaire dâ??IsraÃ©l, cela a suscitÃ© beaucoup dâ??intÃ©rÃ©t.

La question a eu une portÃ©e internationale grandissante, particuliÃ©rement en Grande-Bretagne oÃ¹ elle a fait lâ??objet dâ??un dÃ©bat parlementaire.

Le ministre des Affaires Ã©trangÃ©res, Bob Carr, et son prÃ©dÃ©cesseur, Kevin Rudd, lâ??ont abordÃ©e avec IsraÃ©l. Mais quelque chose dâ??Ã©trange sâ??est produit.

Au cours des deux derniÃ©res annÃ©es, plusieurs organisations ont Ã©tÃ© prises Ã partie pour avoir mis lâ??accent sur le traitement des enfants palestiniens par IsraÃ©l.

Ã« Briser le Silence Ã», qui est une organisation de 850 soldats ou anciens soldats israÃ©liens faisant campagne pour que sâ??amÃ©liore en IsraÃ©l la situation des droits de lâ??homme, a Ã©tÃ© prise Ã partie pour sâ??Ã©tre concentrÃ©e sur cette question.

Mais pas lâ??UNICEF.

Après ce nouveau rapport, le ministre israélien des Affaires Étrangères a déclaré : « Israël va en étudier les conclusions et s'efforcera de les mettre en œuvre dans le cadre d'une coopération avec l'UNICEF, dont nous apprécions le travail et que nous respectons. Cette année, Israël a rejoint le conseil d'administration de l'UNICEF et nos relations de travail et notre collaboration avec l'organisation sont appréciées par la communauté internationale ».

Alors, pourquoi l'UNICEF n'a-t-elle pas été prise en compte ?

Il a été évident lors de la conférence de presse de Jérusalem que quelque chose allait de travers. Dans la salle, il y avait 60 chaises, pour seulement une poignée de journalistes.

« Nous avons des limites pour le nombre de journalistes que nous pouvons inviter » a avoué un officiel de l'UNICEF.

« Vous ne croiriez pas les pressions dont nous avons fait l'objet pour annuler cette initiative » a dit un autre.

Cinq officiels de l'UNICEF ont pris place derrière l'étiquette de leur nom et un micro, puis les caméras de télévision ont été installées. Cela avait l'air d'une véritable conférence de presse.

Le photographe d'enquête avait apporté une caméra vidéo pour filmer pour le compte du site de *The Australian*. Mais le responsable UNICEF pour Jérusalem a fait une annonce : seules, les cinq premières minutes pourront être filmées et aucun officiel ne pourra être cité. Une conférence de presse où vous ne pouvez pas filmer ? ni citer des officiels ?

Jean Gough a commencé à parler. Pendant les cinq premières minutes, elle a loué Israël pour son dialogue au sujet du système par lequel les enfants palestiniens depuis l'âge de 12 ans sont jugés par les militaires israéliens, alors que les enfants juifs dans les colonies voisines sont jugés par des tribunaux civils. « Je tiens à les en remercier » a-t-elle dit en parlant des Israéliens.

JPEG - 29.5 ko

Mais une fois les caméras éteintes, une version totalement différente a été donnée à un officiel a dit que les mauvais traitements contre les enfants palestiniens étaient « généralisés, systématiques et institutionnalisés » ; un autre a raconté comment les enfants palestiniens étaient « tapés, giflés et frappés à coups de pied » par les soldats israéliens.

Il a indiqué qu'on disait parfois aux enfants qu'ils seraient tués ou que des membres de leur famille seraient agressés sexuellement s'ils ne faisaient pas des aveux, en général pour jets de pierres. Un autre a dit qu'il existait un « mode systématique de mauvais traitements et de tortures ».

Ce n'était pas simplement une façon de gêner les médias, mais une déformation de la vérité. La version lors des cinq premières minutes était fortement favorable à Israël, mais la version qui a suivi a montré un système atroce dans lequel se trouvaient des enfants arrachés à leurs maisons à généralement la nuit par des soldats israéliens lourdement armés, des enfants à qui on bandait les yeux, on refusait de leur donner de l'eau et les cabinets, et qui étaient maintenus en isolement jusqu'à un mois. Et alors que l'UNICEF faisait le constat qu'Israël

À tait impliquÃ© dans des actions rÃ©pondant Ã sa dÃ©finition de la torture, le rapport a Ã©vitÃ© d'Ã©utiliser le mot dans ses conclusions.

Une enquÃªte d'Ã©Inquirer a suggÃ©rÃ© que l'UNICEF avait cÃ©dÃ© aux pressions d'IsraÃ©l ou s'Ã©tait censurÃ©e. Plus nous posons de questions, moins l'UNICEF rÃ©pondait. Gough n'a pas rÃ©pondu Ã certaines questions, nous renvoyant au directeur exÃ©cutif de l'UNICEF Ã New York, Antony Lake.

Mais Lake n'a pas rÃ©pondu Ã une seule question, alors qu'il est signataire du rapport. Dans un cercle d'irresponsabilitÃ©, son bureau nous a renvoyÃ©s Ã JÃ©rusalem, parce que *« c'Ã©est un rapport sur les enfants de l'Ã©-bas, pas un rapport mondial »*.

Et le bureau de Lake de dÃ©clarer : *« La question est donc close pour le siÃ©ge, et vous aurez vos rÃ©ponses de la rÃ©gion »*.

Mais le bureau de JÃ©rusalem ne rÃ©pondra pas Ã plusieurs questions de sorte que pour l'UNICEF, de nombreuses questions sont restÃ©es sans rÃ©ponse.

Il y a des rÃ©fÃ©rences gÃ©nÃ©rales Ã la torture, mais quand il s'agit d'en arriver Ã des constats spÃ©cifiques le mot disparaÃ©t. Le rapport supprime mÃªme le mot *« torture »* quand il cite les articles concernÃ©s du droit international et il y substitue celui de *« contrainte »*.

Par exemple, il dÃ©clare : *« Dans la majoritÃ© des cas, la principale preuve contre l'enfant est son propre aveu, lequel dans la plupart des cas est extorquÃ© sous la contrainte durant l'interrogatoire. Bien que de nombreux enfants aient dÃ©clarÃ© avoir fourni des aveux Ã la suite de mauvais traitements, peu ont soulevÃ© cette question devant le tribunal de peur que leurs protestations ne conduisent Ã des condamnations plus sÃ©vÃ©res, mÃªme si le droit international interdit que des preuves obtenues sous la contrainte soient utilisÃ©es par un tribunal. »*

Le rapport dit se fonder pour cela sur l'article 15 de la Convention contre la torture qui se rÃ©fÃ©re Ã la torture, pas Ã la contrainte.

Le rapport Ã©numÃ©re les pratiques qui correspondent Ã *« une torture ou des traitements cruels, inhumains ou dÃ©gradants, selon le ComitÃ© contre la torture »*. Il indique notamment : dÃ©tention dans des conditions pÃ©nibles ; menace, notamment menace de mort ; coup de pied, coup de poing et coup ; usage excessif de la force ; dÃ©tention au secret ; isolement ; privation sensorielle ; manque de nourriture et d'eau.

Le rapport constate qu'IsraÃ©l a commis nombre de ces pratiques, mais il n'emploie Ã aucun moment le mot torture.

Gough a donnÃ© Ã *Inquirer* diffÃ©rentes raisons pour cela. D'abord, elle a dit que si une seule de ces pratiques Ã©tait appliquÃ©e, elle ne constituait pas une torture. *« Nous n'avons pas de preuves suffisantes pour affirmer que toutes ces pratiques ont Ã©tÃ© mises en Ã©uvre sur un unique enfant »* a-t-elle dit. Gough a dÃ©clarÃ© que l'UNICEF n'Ã©tait pas un *« mÃ©canisme de plaintes »* et n'avait pas suffisamment de personnel pour enquÃªter sur les cas individuels.

Selon l'UNICEF, les données probantes du rapport incluent plus de 400 cas documentés de mauvais traitements. Environ 200 ont été fournis par [Defence for Children International](#) (DCI), qui a aussi donné à l'UNICEF accès à son rapport [Ligotés, yeux bandés et détenus](#). Les cas dans le rapport de DCI incluent un garçon qui a eu les mains attachées derrière le dos pendant 19 heures ; un autre dont les menottes étaient si serrées que sa chair se décollait ; un autre encore qui dit avoir été frappé dans les testicules et un dont la tête a été projetée contre le mur.

La bizarre conférence de presse de Jérusalem faisait suite à un débat d'un an. En mars de l'année dernière, il a été dit que l'UNICEF ne publierait aucun rapport. Une source a indiqué qu'il y avait du « *grabuge massif* » à l'intérieur de l'organisation.

Selon cette source, certains ont fait valoir que ce serait une erreur de ne pas publier le rapport alors que d'autres suggéraient que le rapport pourrait être reporté à l'infini, ce qui repousserait le mécontentement d'Israël.

La source indique qu'une position intermédiaire a été prise à propos du lancement de la publication se poursuivrait mais le nombre de journalistes invités serait limité pour « *calmer tout le monde* ». C'est une décision incroyable ; normalement, les organisations recherchent le plus de couverture possible pour leurs rapports.

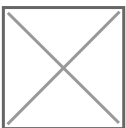
Gough a reconnu que, durant le processus de l'avant-projet, « *nous avons pris l'avis des avocats israéliens* ».

Est-ce que les avocats israéliens ont vu la mouture définitive ? « *Bien sûr* », a dit Gough. « *Nous avons eu des discussions à ce sujet. Cela pour s'assurer que nous ayons un dialogue* ».

Gough, pendant ce temps, était promue à la direction du bureau du Nigeria, la deuxième mission la plus importante de l'UNICEF. Interrogée sur son nouveau travail, elle a répondu : « *C'est une promotion* ». Mais à ajouter aussitôt : « *Mais pas à cause du rapport* ».

* **JOHN LYONS** est correspondant au Moyen-Orient pour [The Australian](#)

Source: [Info-Palestine](#)



date créée
2013/04/23